

Plus de 500 manifestants en soutien aux migrants

Menton Dans le cadre de la Journée internationale des migrants, des associations avaient appelé à se rassembler à la frontière. Appel entendu, ils étaient nombreux à défilier dans le calme

Et pierre par pierre, et mur par mur, nous détruirons, les centres de rétention ! » Chantant, clamant des slogans, plus de 500 manifestants ont défilé hier sur le bord de mer de Menton, jusqu'à la frontière italienne. Ils répondaient à l'appel de très nombreuses organisations et associations, dont Roya Citoyenne, l'Association pour la démocratie à Nice (ADN), la CGT ou Habitat et citoyenneté. En cette journée internationale des migrants, ils entendaient réclamer l'ouverture des frontières et dénonçaient pêle-mêle « la multiplication des mesures d'enfermement et d'expulsion, les milliers de migrants à la rue, y compris des enfants et des jeunes isolés, le harcèlement policier et la chasse aux sans-papiers ».

Des réactions aux propos du préfet

« *Y'en a marre* », hurlaient les mégaphones de ce cortège hétéroclite parti de la gare SNCF de Garavan. Des anonymes de tous âges, des associations militantes, des partis politiques, tous rassemblés à l'endroit où des milliers de migrants sont interpellés chaque année. Près



La manifestation a rassemblé hier plus de 500 personnes qui sont venues se masser devant la frontière, solidement cadenassée par des grilles et des CRS. (Photos Cyril Doderigny)

de 50 000 pour 2017. Un très imposant dispositif policier encadrait la manifestation. Dans le cortège, la lecture du *Nice-Matin* du jour a provoqué nombre de réactions. Le préfet Georges-François Leclerc y assurait que les mineurs étrangers étaient traités humainement et dans le respect des procédures. De quoi faire bondir Mireille Damiano, avocate inlassablement engagée aux côtés des migrants. Elle s'est emparée du micro avant que la manif ne s'ébranle. « *Ce préfet comme son prédécesseur est pour le moins autiste !*

Voilà des mois que l'on évoque des pratiques qui sont prouvées, documentées par des observateurs, des journalistes, et qui ont d'ailleurs été dénoncées au défenseur des droits. » L'avocate entend d'ailleurs déposer très rapidement un référé liberté pour l'un des mineurs refoulés dans des conditions qu'elle juge « indignes ». Une journée importante, a estimé Henri Busquet, président de la section niçoise de la Ligue des droits de l'homme, qui avait, lui aussi, fait le déplacement. « *Il y a*

une dérive. Malgré ce que dit le préfet, les procédures de l'Etat de droit ne sont pas respectées. » Avis partagé par Teresa Maffei, présidente de l'Association pour la démocratie à Nice (ADN). Pour elle, l'une des priorités « *c'est que les gens puissent demander l'asile dans les pays où ils veulent aller. Il faut leur laisser le choix.* »

« Ça me donne envie de pleurer »

La manifestation s'est déroulée dans le calme, à l'exception de trois provocateurs d'extrême droite, dont l'un

n'a pas hésité à exécuter un salut nazi. Ils brandissaient une pancarte indiquant : « *Fermons vite nos frontières, stop à l'immigration de submersion, de remplacement.* » Il s'en est fallu de peu qu'ils ne soient pris à partie par la foule, mais les organisateurs ont vite réussi à faire comprendre aux manifestants qu'ils ne devaient pas céder aux provocations. Vers 18 heures, le cortège s'est disloqué dans le calme, après des prises de paroles au poste frontière de Saint-Ludovic, dont celle de Philippe Poutou, leader du NPA

Amnesty à la barre

Le 8 janvier, Martine Landry, responsable d'Amnesty International à Nice, sera poursuivie devant le tribunal correctionnel pour avoir aidé à l'entrée et au séjour de deux mineurs. Le 28 juillet, la police italienne avait, selon Amnesty, renvoyé à pied deux mineurs isolés d'origine guinéenne vers la France. Martine Landry les a récupérés au poste frontière Menton-Vintimille, côté français, pour les accompagner à la police aux frontières (PAF), munie des documents attestant de leur demande de prise en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE). La militante risque jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

[lire par ailleurs.]

Une frontière fermée par une immense grille derrière laquelle étaient massés de très nombreux CRS, prêts à intervenir. « *Vous avez peut-être des enfants, leur a lancé une jeune militante, les larmes aux yeux. Si ça se trouve dans vingt ans c'est notre pays à nous qui sera en guerre civile et ce seront vos enfants qui partiront. Et je vous assure que je ne comprends pas. Tout cela me donne envie de pleurer.* »

GRÉGORY LECLERC
gleclerc@nicematin.fr

Le leader du NPA dans le cortège

Philippe Poutou, leader du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et ex-candidat à la présidentielle, était du cortège. Timide, comme à son habitude, mais engagé, toujours. « *Pour moi, en cette Journée internationale des migrants, Menton était plus que symbolique avec cette frontière. Je tenais à être ici, pour rappeler tous ces drames humains, tous ces gens qui meurent en tentant de la franchir. Le fait que je sois là, c'est aussi*



Philippe Poutou. (Photo Cyril Doderigny)

montrer que le NPA est totalement impliqué. De nombreux camarades, de

plusieurs villes, sont descendus en bus. Nous voulons clamer que nous sommes totalement solidaires avec les migrants. Et au-delà de cela, nous revendiquons l'ouverture des frontières et la liberté de circulation et d'installation. Un mouvement se construit. Il faut refuser toutes les politiques réactionnaires d'enfermement des peuples. Je salue au passage tous les réseaux de solidarité qui sont en œuvre ici.»



Une plaque à la mémoire des migrants morts à la frontière a été déposée.